



LETTRÉ OUVERTE AUX CITOYEN.NE.S

ENSEMBLE, SAUVONS L'HÔPITAL PUBLIC

Depuis quelques années, avec une accélération ces derniers mois, la presse se fait l'écho d'événements inacceptables survenant dans nos hôpitaux publics : **urgences débordées, manque de lits, fermetures de services et d'hôpitaux, sous-effectifs chroniques dans les EHPAD...** La liste est longue des constats d'une dégradation de la situation d'accueil et de prise en charge.

Les conséquences sont catastrophiques pour les personnels avec la multiplication des cas de *burn out* et de suicides sur le lieu de travail. Alors que le rôle des soignant.e.s est de soulager la souffrance des autres, le fait de souffrir eux-mêmes d'une perte de sens dans leur travail représente une catastrophe.

Cet état des lieux est la conséquence des politiques de rigueur qui étranglent financièrement les établissements publics. D'année en année, nous devons faire plus avec moins et, à force de tirer sur la corde, celle-ci est en train de craquer.

Le discours de la ministre de la Santé qui se veut rassurant, avec de grandes déclarations sur le fait que l'hôpital n'est pas une entreprise, est contredit dans les faits avec une loi de finance de la Sécurité Sociale pour 2018 qui demande encore plus d'économies !

LA MINISTRE ET LE GOUVERNEMENT NOUS MENTENT, VOUS MENTENT.

Un véritable enjeu de société se joue.

Quelle politique de santé voulons nous pour nous, nos enfants, nos patient.e.s, nos résidents, nos personnes âgées ? La santé n'est pas une marchandise et l'hôpital ne peut pas être géré comme une entreprise.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un véritable plan de remise à niveau et de développement du service public hospitalier.

NOUS EXIGEONS :

- un moratoire à toute fermeture de lits, des services et d'hôpitaux ;
- un arrêt des plans d'économie, dits plans de retour à l'équilibre, qui se traduisent systématiquement par des suppressions de postes.

NOUS PROPOSONS :



- la mise en place d'un grand plan d'emploi et de formation des personnels toutes catégories confondues des aides-soignant.e.s aux médecins (il faut rappeler que pour les seuls EHPAD et l'Aide à domicile, les besoins sont chiffrés entre 200 000 et 300 000 emplois pour simplement être au même niveau que certains de nos voisins en Europe) ;
- la suppression immédiate de la taxe sur les salaires, impôt injuste prélevé sur les hôpitaux, qui représente 4 milliards d'euros, soit l'équivalent de 100 000 emplois (il faut rappeler que le choix du gouvernement a été de supprimer l'ISF qui rapportait exactement ce montant à l'État) ;
- le développement de centres de santé rattachés aux hôpitaux avec des médecins et des personnels salariés sous statut qui permette de répondre à la désertification des territoires et aux besoins de la population, tant au niveau de l'offre de santé en ville que dans les hôpitaux de proximité.

Comme vous le savez, quand les personnels hospitaliers font grève, ils portent un badge mais continuent à vous soigner et à assurer le bon fonctionnement du service public. C'est pourquoi, nous vous demandons de nous soutenir et d'appuyer nos revendications en signant la pétition adressée au Président de la République :

**« DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC
C'EST DONNER À TOUT LE MONDE LA POSSIBILITÉ D'ÊTRE SOIGNÉ »**

(<https://www.change.org>)